Dans les kiosques

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1976)**

Heft 385

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Tentations de censure

« Antinomie, n. f. (préf. *anti,* et gr. *nomos,* loi). Dr. Contradiction entre deux lois, entre deux dispositions d'une même loi.
— Philos. Système de deux propositions contradictoires; opposition de deux idées, de deux concepts... » (« Grand Larousse encyclopédique »).
Une fois de plus, je dictais à mes élèves cette définition. La discutant avec eux. Me heurtant une fois de plus à mes propres antinomies — propres à ma condition de bourgeois ?
Et par exemple, le problème de la censure.
Ayant vu «L'honneur perdu de Katharina Blum», qui montre une presse « déchaînée », libre de toute censure, ne reculant devant rien pour attirer le lecteur, flatter ses instincts les plus bas; acculant l'héroïne au désespoir et pour finir au crime (et d'autres à l'action violente, au suicide, au geste désespéré, etc.).
Ayant vu par ailleurs « Les Hommes du Président », qui nous montre tout au contraire une presse libre, usant de sa liberté pour redresser; pour faire éclater le scandale, certes, mais cette fois, si j'ose dire, « pour le bon motif ».

Du «Washington Post» à la «Bild-Zeitung»

Comment faire pour distinguer entre le « Washington Post » et la « Bild-Zeitung » ? (Et mon choix est vite fait, et je distingue très bien — mais mon choix est essentiellement subjectif et fonction de mes options politiques !)
Très partisan de la liberté d'expression; très adversaire de toute censure...
Discutant de la question dans la merveilleuse maison du poète, Pierre Chappuis, à Neuchâtel, en compagnie de Bouvier, Junod, Frochaux et quelques autres bons amis. Me remémorant... Me disant que somme toute je n'étais pas absolument partisan de la liberté de la presse dans le cas de la campagne menée par l'*Action française* et qui aboutit à l'assassinat de Jaurès ! Et plus près de nous, de celle menée par *Gringoire* ou *Candide* et qui accula Roger Salengro au suicide. Ou de la liberté d'expression du *Stürmer,* de feu Julius Streicher, que je contribuais à envoyer à la potence, pour la bonne part de responsabilité qu'il eut dans la mort de millions de Juifs, de Tziganes, de Polonais, etc. Ou plus près encore, de celle de cette même « Bild-Zeitung », journal à la dévotion de Strauss, membre du Parti nazi de 1933 à 1945, dont la responsabilité dans la mort d'Ulrike Meinhof, et auparavant dans l'attentat contre Dutschke, et même dans les crimes de la « bande » Bader-Meinhof, n'est sans doute pas à sous-estimer.
Me demandant si dans le cas de la campagne de diffamation et de calomnie lancée par le « Nouvelliste valaisan » contre Maurice Chappaz et Corinna Bille, la liberté de presse me paraît bien la première chose à sauvegarder ! Concluant que *oui,* mais parce que nous sommes en Suisse et que pour le temps présent, les choses n'en sont Dieu merci pas au point qu'il soit souhaitable de censurer la presse, *même* le « Nouvelliste valaisan » ! ... Les choses n'en sont pas *encore* au point ! Mais demain ? Souhaitant que demain encore, nous puissions nous payer ce luxe de la liberté d'expression, *même* pour le « Nouvelliste ».

J. C.

DANS LES KIOSQUES

De peu un peu

Le dépouillement de la presse reste passionnant, et pas seulement aux rubriques généralement tenues pour importantes. La lecture de la chronique touristique de la « Neue Zürcher Zeitung », par exemple, nous fait découvrir des petites villes suisses où le rédacteur spécialisé va passer des fins de semaines. Récemment (19.11) c'était au tour d'Yverdon « deuxième capitale (Hauptstadt) du Pays de Vaud ». Un autre journal zurichois, le supplément magazine du « Tages-Anzeiger », est parti à la découverte des petites villes pas trop éloignées de la grande ville des bords de la Limmat. Après Muri (Argovie) ce fut Glaris. Le thème est intéressant parce qu'il révèle les richesses culturelles qui sont proches de nous et que très souvent nous ignorons.

Participation : retour de bâton

— Le petit bonhomme qui met le point final à la plupart des éditions de « Thurgauer AZ » commentait comme suit la fusion des deux principaux quotidiens bâlois (voir aussi ci-contre): « On comprendrait mieux la colère de Reck (Ndlr : rédacteur en chef) contre son éditeur, si les « Basler Nachrichten » avaient lutté en faveur de la participation ».
A ce sujet toujours, notons que le titre « Basler Zeitung », qui sera le fruit de la fusion, n'est pas très différent de celui qu'avait adopté la «National Zeitung» pour sa diffusion à l'étranger. En effet, pour éviter les confusions, ce journal s'appelle hors des frontières suisses « Basler National Zeitung ».
— Nous avons eu l'occasion de suivre quelques éditions de l'édition étrangère de la « Neue Zürcher Zeitung ». Privé d'une bonne partie de sa publicité, le journal est fort maniable et contient toutes les informations importantes, à l'exception des « chats écrasés » zurichois.

Journaux suisses à l'étranger

— Les prix des journaux étrangers en Suisse intéressent les consommateurs qui estiment les payer trop cher. Notons que la « NZZ » vendue 70 centimes en Suisse coûte 2 francs en France (= 1 franc suisse) alors que la « National Zeitung » (70 centimes en Suisse) y est vendue 1 fr. 60 (= 80 centimes). En Allemagne les deux journaux sont vendus 1 DM (= 1 franc).
— Le supplément hebdomadaire et culturel de la « National Zeitung » ouvre son cahier principal par un travail important (deux pages entières du journal) sur l'opportunité de l'introduction d'une

semaine de quarante heures; Margrit Berger et Remo Meier résument là un séminaire suivi par des étudiants en science économique de l'Université de Bâle; la conclusion est favorable en principe à la réduction envisagée du temps de travail, mais nettement défavorable à l'initiative en jeu le 5 décembre prochain. Pour les amateurs, un extrait de la bibliographie recensée sur le sujet (l'article de la NZ fait le tour — et c'est relativement rare en l'état actuel de la discussion — des principaux arguments imaginables) :

Petite bibliographie des 40 heures

— «40 Stunden sind genug!» Zur Initiative der Progressiven Organisationen der Schweiz (Poch),
— Message du Conseil fédéral sur l'initiative pour l'introduction de la semaine de quarante heures (26 novembre 1975).
— Eugen Hugentobler, «Arbeitszeitkürzung — ein Politikum», Stimmen zur Staats- und Wirtschaftspolitik Nr. 60, 1976.
— Staffan Linder, «The Harried Leisure Class», New York 1970.
— Werner Meissner, «Ökonomie der Freizeit», Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, 1971.

Une marchandise

« Un journal n'est pas une marchandise comme les autres », s'évertuaient à répéter les éditeurs à travers la Suisse entière. A juste titre probablement. Et c'est à partir de cet adage que l'on élaborait patiemment depuis des années et des années un cadre acceptable pour « l'aide à la presse ». La fusion de la « National Zeitung » et des « Basler Nachrichten » vient évidemment remettre en cause ce postulat : les journaux ont été là traités comme des marchandises, et non seulement les journaux, mais aussi les journalistes et le personnel technique indispensable à la parution d'un quotidien (une fusion décidée dans le plus grand secret — des employés mis devant le fait accompli — violation du devoir d'informer stipulé dans le contrat collectif et dans le statut de la rédaction).

A l'évidence, la brutale apparition des bailleurs de fonds sur le devant de la scène bâloise manifeste une fois de plus que la presse est rentrée dans le rang commercial : sa relative indépendance face aux contingences économiques et aux lois du marché n'était qu'une illusion facile à entretenir lorsque le climat économique était à une certaine aisance. Aujourd'hui l'indépendance coûte trop cher : la « National Zeitung » avait déjà été mise au pas il y a quelques mois sur le plan rédactionnel (licenciements de rédacteurs jugés trop critiques en l'état des budgets publicitaires); les « Basler Nachrichten » étaient quant à elles en sursis depuis cinq ans et même si elles semblaient en passe de remonter la pente, leur déficit (deux millions) a pesé trop lourd dans la balance : mieux valait faire taire une voix engagée (droite modérée) que de s'évertuer à tenir un pari difficile sur le plan financier.

Le lecteur y perdra sur tous les tableaux : comment retrouvera-t-il la rigueur exceptionnelle des informations des « Basler Nachrichten » et l'esprit critique (au moins en politique suisse) de la « National Zeitung » dans le nouveau produit qui sera lancé dès le 1er février prochain ? Il faut admettre que ce sont justement les caractéristiques les plus marquantes des deux journaux qui feront les frais de la normalisation rédactionnelle inhérente à la formule de la nouvelle « Basler Zeitung » telle qu'elle a été esquissée.

Dans les semaines qui viennent, il faudra faire la part des choses dans les interprétations multiples de la hâte des financiers de presse bâlois. S'agissait-il de faire pièce au plus vite à la décentralisation amorcée de « Blick » (ballon d'essai zurichois, puis régionalisation plus poussée dès 1978/1980) ? A-t-on subi là la pression des courtiers en publicité (rôle de Publicitas avec qui, aux « Basler Nachrichten », on négociait jusqu'il y a quelques jours encore un nouveau contrat publicitaire) ? A-t-on jeté là les bases d'un nouvel empire de presse auquel se joindrait le « Tages Anzeiger » (un précédent : l'expérience de la « Neue Presse ») ? Cette fusion manifeste-t-elle spectaculairement les nouvelles ambitions d'une droite décidée à mettre au pas les « médias » en usant de son pouvoir économique ? Le nouveau quotidien est-il né d'une volonté d'affirmer le poids de la Suisse du Nord-Ouest dont on connaît la méfiance face à la métropole zurichoise ? Le dossier est ouvert.

Dans son ouvrage, « La Presse suisse — Structure et diversité » (Lang 1976), Ernst Bollinger donne la liste des quotidiens disparus depuis 1968 dans notre pays.

Titre	*Tendance politique*	*Tirage*
1968		
Feuille d'Avis du Valais	—	13 400
Neues Winterthurer Tagblatt	rad.-dém.	3 400
1969		
Neue Presse	—	30 000
1971		
Schaffhauser Zeitung	cath.	1 600
Le Peuple-La Sentinelle	soc.	9 800
Neue Berner Nachrichten	cath.	2 300
1972		
Hochwacht	cath.	4 500
Zentralschweizer AZ	soc.	3 900
Tagblatt des Bezirks Pfäffikon	bourgeoise	5 500
1973		
Limattaler Tagblatt	bourgeoise	5 000
Neue Berner Zeitung	PAB	10 200
Neue Bürger Zeitung	PAB	3 400
Winterthurer Volksblatt	lib.	2 000
Zürcher AZ	soc.	12 600
Oberländer AZ	soc.	2 300
1974		
Glarner Volksblatt	cath.	1 400
Der Freie Rätier	rad.-dém.	4 300
1975		
Schwyzer Nachrichten	cath.	2 700